

Lutte contre la pauvreté : des pistes

Soucieux de garder une cohésion stable et d'éviter une fracture sociale, la Chambre de commerce souhaite contribuer au recul de la pauvreté au Luxembourg.

Hier, la Chambre de commerce a présenté son analyse de la pauvreté et de l'exclusion sociale au Luxembourg tout en distillant quelques pistes pour les faire reculer.

De notre journaliste
Jeremy Zabatta

À première vue, la pauvreté dans le pays n'est pas vraiment du ressort de la Chambre de commerce. Et pourtant, le thème intéresse beaucoup. «La question des inégalités et exclusions sociales est entrée depuis plusieurs années dans le cœur du dialogue social. Maintenir la cohésion sociale et faire bénéficier au plus grand nombre

des fruits de la prospérité sont des aspects essentiels du modèle socioéconomique luxembourgeois», a expliqué dès le début Carlo Thelen, le directeur de la Chambre de commerce.

Cette dernière a donc produit et présenté un ouvrage de 186 pages intitulé *Pauvreté : de la juste mesure aux mesures appropriées*, où toutes les facettes de la pauvreté au Luxembourg sont abordées.

On peut ainsi voir que le taux de risque de pauvreté est en augmentation pour atteindre 18,7 %, plaçant le Luxembourg dans la moyenne européenne. On peut également voir que le seuil de pauvreté est à 20 291 euros (aides sociales compri-

ses) au Luxembourg, soit également le plus haut seuil de l'Union européenne.

Ce qui ressort particulièrement de l'analyse de la Chambre de commerce, c'est que la pauvreté au Luxembourg est surtout engendrée par les prix élevés du logement. «La situation se détériore fortement pour le logement des pauvres alors que les coûts du logement pèsent toujours davantage dans leur budget à plus de 40 % de leur revenu pour plus d'un tiers d'entre eux (un pourcentage qui n'était que de 20,1 % en 2012), notamment lorsqu'ils sont locataires», a souligné Carlo Thelen. D'ailleurs, un indicateur est frap-

pant dans ce document où l'on voit que 53,8 % des jeunes de 18 à 34 ans habitent chez leurs parents au Luxembourg (la moyenne européenne étant de 48 %) et même de 28,4 % pour les jeunes de 25 à 34 ans.

Pour le directeur de la Chambre de commerce, les prix du logement ne sont pas les seuls responsables de la pauvreté au Luxembourg : «Le pays montre certaines lacunes quant au rôle fondamental de l'éducation et de la formation, particulièrement sur le plan de l'égalité des chances et de l'inclusion.»

➤ Des aides sociales plus ciblées

S'il est impossible de définir un profil type de la pauvreté qui revêt «plusieurs visages» selon Carlo Thelen, les personnes en situation de pauvreté au Luxembourg seraient en premier lieu des enfants dont les parents ont une origine étrangère et un niveau d'éducation faible, vivant principalement dans une famille monoparentale ainsi que les adultes vivant seuls, notamment les personnes à la recherche d'un emploi. Une situation encore plus aggravante s'ils sont locataires. Pour autant, Carlo Thelen s'est voulu rassurant en affirmant, toujours sur la base de l'analyse en question, «que si le Luxembourg a connu un certain creusement des inégalités de revenu et de patrimoine, il n'y a pas eu de véritable fêlure sociale».

Pour justement éviter cette fêlure ou du moins faire reculer le risque de pauvreté au Luxembourg, la Chambre de commerce préconise, entre autres, une «plus grande sélectivité sociale des différentes aides. Je pense que les aides sociales

pourraient être mieux ciblées et que certaines personnes ont des aides dont elles n'ont pas besoin. On peut également travailler sur une protection plus importante des travailleurs indépendants, une fiscalité et des niveaux de cotisations sociales incitatifs ou encore la mise en place de dispositifs performants accompagnant le retour en emploi.»

On comprend que la hausse des salaires et du revenu d'insertion ne trouve pas grâce aux yeux de Carlo Thelen. «Ce ne sont pas des solutions efficaces, c'est d'autant plus vrai s'agissant du salaire minimum qui peut constituer une barrière à l'emploi des personnes peu qualifiées, les paupérisant davantage. Nous sommes plus en faveur d'un travail plus ciblé sur les différentes aides sociales, sur des dispositifs de formation et de reformation des travailleurs, notamment dans le cadre de la digitalisation.»

En ce qui concerne le logement, Carlo Thelen assure «qu'il vaut mieux agir sur l'offre plutôt que via un soutien à la demande aux effets inflationnistes» et préconise une accélération du rythme des constructions, notamment celui des logements sociaux.

Enfin, la Chambre de commerce a mis sur la table quatre propositions pour lutter plus efficacement contre les exclusions sociales et notamment la création d'un comité quadripartite «Suivi de la pauvreté» avec pour objectif d'établir un ou plusieurs outils de mesure afin d'établir un diagnostic consensuel de l'état et de l'évolution de la pauvreté au Luxembourg dans le but final de faire vivre la réflexion du sujet et de trouver des mesures adéquates pour la faire reculer.

Qu'est-ce que la pauvreté ?

Comme souvent avec les grands thèmes de société, il est difficile de mettre en place une définition claire et définitive de certaines notions et applicable à plusieurs pays. C'est le cas de la pauvreté. La Chambre de commerce s'appuie sur la définition de la pauvreté du Conseil des Communautés européennes

de 1984 qui définit la pauvreté comme suit : «On entend par personnes pauvres les individus, les familles et les groupes de personnes dont les ressources (matérielles, culturelles et sociales) sont si faibles qu'ils sont exclus des modes de vie minimaux acceptables dans l'État membre dans lequel ils vivent.»



Photo : archive s ig /fabrizio pizzolante